



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale de Rouen-Dieppe**  
*Équipe Territoriale*

**Arrêté du 27 NOV 2023** mettant en demeure la société COTAC à ROUEN de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 février 1994 et 18 novembre 2002, autorisant et réglementant les activités exercées par la société COTAC sur son site situé au n° 5, boulevard du Midi à ROUEN ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les rapports de vérification périodique des installations électriques du site du 12 octobre 2023 établis par le bureau APAVE ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 24 octobre 2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel du 27 octobre et courrier du 7 novembre 2023.

## **CONSIDÉRANT**

que la société COTAC exploite régulièrement une station de lavage de citernes sur la commune de ROUEN sous le régime de l'autorisation ;

qu'à ce titre, la société COTAC est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 février 1994 et du 18 novembre 2002, de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;

que lors de sa visite inopinée du 6 septembre 2023 sur le site exploité par la société COTAC sis au n° 5, boulevard du Midi à ROUEN, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-conformités au respect des dispositions des articles 8, 14 et 32 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981, de l'article III.1 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 1994 susvisé, de l'annexe de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisés, compte tenu notamment de :

- l'absence de mesure des niveaux d'émissions sonores des installations ;
- l'absence d'intervention sur les installations électriques du site suite aux observations relevées lors du contrôle périodique ;
- l'absence d'entretien des installations de la station d'épuration, notamment des cuves de stockage des effluents ;
- l'absence de cuvette de rétention étanche pour la cuve de stockage de sulfate d'alumine ;
- la présence de nonylphénols dans les eaux de rejets résiduaux ;

que suite à la visite d'inspection du 6 septembre 2023, la société COTAC a apporté, dans son courriel du 27 octobre 2023 et son courrier du 7 novembre 2023, des réponses aux points suivants :

- l'exploitant a transmis le nouveau rapport de vérification des installations électriques effectuée le 12 octobre 2023 qui relève 27 observations dont la plupart ont été levées avec l'intervention d'un électricien le 7 novembre 2023. De plus, le rapport de vérification Q18 du 12 octobre 2023 conclut que l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'exploitant s'engage dans son courrier du 7 novembre à réaliser des travaux d'étanchéification sur les 2 cuves de stockage des effluents de la station d'épuration interne ;
- les travaux de dalle d'accès et de rétention de 20 000 litres ont été commandés par l'exploitant le 19 octobre 2023 afin d'assurer la rétention étanche de la cuve de stockage de sulfate d'alumine ;
- l'exploitant a transmis par courriel du 27 octobre 2023 complété dans le courrier du 7 novembre 2023, un plan d'actions de suppression des nonylphénols dans les eaux de rejets résiduaux comprenant la mise en place d'un traitement spécifique pour abattre les nonylphénols, l'analyse du taux de nonylphénols en amont de la STEP afin d'ajuster la quantité de produit à utiliser et la modification du niveau de la limite de quantification à 0,1 µg/L des nonylphénols sur les analyses trimestrielles ;

que malgré les réponses apportées par l'exploitant, subsistent les non-conformités suivantes :

- l'absence de mesure des niveaux d'émissions sonores des installations un an au maximum après la mise en service de l'installation ;
- l'absence d'entretien des installations de la station d'épuration, notamment des cuves de stockage des effluents ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COTAC de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981, les dispositions du point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé et les dispositions de l'article III.1 annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 1994 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### Article 1er -

La société COTAC, dont le siège social est situé au n° 5, boulevard du Midi à ROUEN (76107), est mise en demeure de respecter au plus tard selon les délais indiqués après notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 1981 et du point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Ces prescriptions sont réputées satisfaites si l'exploitant réalise, **dans un délai de trois mois**, une mesure des niveaux de bruit en limite de propriété en période d'exploitation du site (de 6 h à 22 h). Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement ;
- les prescriptions de l'article III.1 annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 1994 susvisé. Ces prescriptions sont réputées satisfaites si l'exploitant réalise, **dans un délai de six mois**, les travaux d'étanchéification sur les 2 cuves de stockage des effluents et intègre dans le programme de maintenance préventive les installations de la station d'épuration, notamment des cuves de stockage des effluents. Dans l'attente, la cuve n° 2 ne doit plus être utilisée.

### Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

### Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### Article 4 -

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 5 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de ROUEN pendant une durée minimum d'un mois.

### Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de ROUEN ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société COTAC.

Fait à ROUEN, le **27 NOV. 2023**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

  
Aurélien DIOUF

